

LGV Paca : le préfet envisage d'interrompre le débat face à la grogne

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca), Hugues Parant, envisage d'interrompre le cycle de débats entamés en septembre à propos de la Ligne à grande vitesse (LGV), face aux "difficultés rencontrées sur certains territoires", selon un communiqué publié jeudi.

M. Parant "vient d'adresser un courrier aux préfets" des trois départements concernés (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes), "leur demandant d'apprécier l'opportunité de poursuivre la consultation. Il leur propose de l'interrompre si les conditions d'un échange serein et constructif n'étaient plus réunies", souligne la préfecture.

Cette phase de "concertation du public" devait permettre au comité de pilotage de choisir entre les quatre scénarios retenus pour le tracé de la future ligne, qui traversera la région à l'horizon 2023. De premiers arbitrages sont attendus lors d'une réunion de conclusion le 22 décembre.

Mais finalement, ce comité "ne sera en aucun cas décisionnel pour ce qui concerne le choix du tracé et des sillons à retenir", précise la préfecture.

En revanche, il "permettra d'identifier les points qui devront faire l'objet d'un approfondissement par les équipes de RFF (Réseau ferré de France, NDLR), et tout particulièrement ceux qui ont pu occasionner des crispations et des oppositions lors des débats publics récents", ajoute-t-elle, soulignant que "ce travail devra être conduit d'ici à l'été 2012".

Si un consensus semble s'être fait sur le passage de la LGV en gare Saint-Charles à Marseille, à Nice-aéroport et Nice-ville, ainsi que dans l'est du Var (vers Draguignan-Les Arcs), il reste encore un gros point noir autour de la future gare toulonnaise: Toulon-centre ou Toulon-ouest.

C'est à l'implantation de cette gare qu'agriculteurs, viticulteurs et habitants s'opposent depuis des mois, allant même jusqu'à retenir pendant quelques heures un chargé de projet RFF le 15 novembre.

Une délégation de viticulteurs varois sera reçue mercredi après-midi à Paris par le ministre des Transports, Thierry Mariani.

La LGV, selon RFF, l'un des co-financeurs du projet avec les collectivités locales, l'Etat, la principauté de Monaco et l'Union européenne, a pour objectif de "constituer l'arc méditerranéen Barcelone-Marseille-Gênes" et mettra Paris à 4 heures de Nice (contre près de 5H40 actuellement).